



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Résolution sur le recul démocratique et la persécution politique en Thaïlande

Adoptée le 19 septembre 2025

Buenos Aires, Argentine

L'Alliance progressiste exprime sa profonde préoccupation face à la persécution politique continue de 44 anciens députés du parti dissous Move Forward Party (MFP) en Thaïlande, qui continue de menacer la démocratie, les droits humains et la liberté d'expression dans le pays. Nous rappelons que le Move Forward Party de Thaïlande, autrefois membre de l'Alliance progressiste, a été évincé du pouvoir, avec ses députés élus, dans le but de supprimer une opposition plus large à l'establishment politique profondément enraciné du pays.

Le 10 février 2021, au plus fort des manifestations prodémocratiques en Thaïlande, Pita Limjaroenrat, alors dirigeant du MFP, et 43 autres députés ont soumis une proposition visant à amender l'article 112 du Code pénal — la loi sur le crime de lèse-majesté. Cette initiative visait à aligner l'article 112 sur les normes internationales relatives aux droits humains et à corriger la sévérité disproportionnée des peines prévues par la loi existante, qui impose un minimum de trois ans de prison en cas de condamnation, tout en maintenant le respect de la monarchie. Cette initiative est rapidement devenue la cible d'une persécution politique qui dure depuis plusieurs années.

Le 7 août 2024, la Cour constitutionnelle de Thaïlande a ordonné la dissolution du MFP, le parti ayant remporté le plus grand nombre de sièges aux élections générales de 2023, avec le soutien de plus de 14 millions d'électeurs, au motif que ses actions constituaient « une tentative de renverser le système démocratique avec le roi comme chef de l'État ». La Cour a imposé une interdiction politique de dix ans au chef du parti, Pita Limjaroenrat, ainsi qu'à d'autres anciens dirigeants du parti, et leur a interdit de plaider pour une réforme de l'article 112 en dehors du Parlement.

Aujourd'hui, la Commission nationale anticorruption (NACC) poursuit son enquête contre ces 44 anciens députés, les menaçant d'interdictions à vie de toute activité politique pour l'exercice de leurs fonctions parlementaires et leur défense de la liberté d'expression. Cette mesure réduirait au silence les élus siégeant au Parlement et priverait effectivement des millions d'électeurs thaïlandais de représentation.

L'Alliance progressiste :



- Dénonce la poursuite de la persécution politique des 44 anciens députés du MFP dissous, dont 25 siègent actuellement au Parlement sous le Parti du Peuple, et appelle les autorités thaïlandaises à cesser immédiatement le harcèlement judiciaire, les enquêtes disproportionnées et les poursuites à motivation politique visant ces représentants.
- Réaffirme le droit à la liberté d'expression et au débat parlementaire, et exhorte la Thaïlande à respecter ses engagements en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), en garantissant que les initiatives législatives et les débats parlementaires ne puissent pas servir de fondement à des poursuites pénales.
- Appelle l'ASEAN à dialoguer de manière constructive avec les autorités thaïlandaises afin de défendre les valeurs démocratiques, protéger les libertés politiques et renforcer la stabilité régionale. Elle souligne que la répression continue du pluralisme politique en Thaïlande sape non seulement l'intégrité démocratique du pays, mais pose également des risques plus larges pour la stabilité régionale de l'ASEAN, l'état de droit et les efforts collectifs en faveur de la démocratie et des droits humains. En tant que membre fondateur de l'ASEAN et acteur géoéconomique et géopolitique clé, le recul démocratique de la Thaïlande crée un précédent dangereux susceptible d'encourager d'autres acteurs autoritaires dans la région, de favoriser de nouvelles restrictions aux libertés civiles dans les pays voisins et d'éroder la crédibilité de l'ASEAN dans le respect de ses principes déclarés en matière de démocratie, de droits humains et de gouvernance inclusive.
- Demande la protection du pluralisme politique et de l'intégrité parlementaire, en soulignant que l'essence de la démocratie réside dans la libre concurrence entre partis et points de vue. Elle insiste sur le fait qu'aucun parti politique ne doit être dissous ou interdit pour avoir exercé un débat démocratique légitime, et avertit que l'exclusion de députés affaiblit le fonctionnement du Parlement, érode la confiance publique et risque de déstabiliser les institutions démocratiques thaïlandaises.
- Exprime sa préoccupation face au risque d'interdictions à vie imposées aux députés pour l'exercice de leurs fonctions législatives, qui constituent un abus de pouvoir d'enquête, et exhorte la Commission nationale anticorruption à garantir le respect du droit à un procès équitable par des procédures transparentes, justes et impartiales. Elle appelle les autorités et les institutions judiciaires thaïlandaises à respecter les principes de l'état de droit et de la séparation des pouvoirs, en veillant à ce que les procédures judiciaires restent indépendantes et ne soient pas utilisées comme outils de répression politique.
- Invite les alliés démocratiques et les organisations de défense des droits humains à suivre de près la situation politique en Thaïlande, à fournir un soutien technique aux réformes démocratiques et à encourager un dialogue politique inclusif qui protège le pluralisme.



- Reconnaît le rôle essentiel de la société civile thaïlandaise, des mouvements de jeunesse, d'étudiants et de femmes dans la défense de la démocratie et des droits humains, et appelle les autorités thaïlandaises à respecter et protéger leurs droits à la manifestation pacifique et à la participation politique. Elle souligne que l'égalité des genres, l'autonomisation des jeunes et la participation politique des femmes sont des éléments essentiels pour bâtir un système véritablement inclusif et démocratique.